

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Secteurs prioritaires : un rythme inquiétant !

**EN** dépit des moyens conséquents reçus par les différents ministères et le cap du court terme fixé par le président de la République, ces deux années n'ont pas permis au gouvernement de s'affranchir d'une image peu reluisante, suite à la lenteur observée dans la mise en œuvre des actions prioritaires.

E. NDONG-ASSEKO  
Libreville/Gabon

**L**E constat est au désenchantement. En dépit de la fermeté des instructions du président de la République en vue de dynamiser tous les secteurs d'activité, en dépit des moyens conséquents dégagés à cet effet, le moins que l'on puisse dire est que la situation d'ensemble suscite bien des interrogations.

Plus d'une fois, et en raison de leur intérêt social et économique, le chef de l'État n'a eu de cesse de fixer les priorités qu'il aimerait voir traduire rapidement en actes afin d'impacter positivement les conditions de vie des populations. Une insistance, s'il en est encore besoin, qui illustre la volonté d'une rupture d'avec les attermoissements observés dans la mise en œuvre des mesures annoncées et pour lesquelles l'opinion accorde un intérêt particulier. S'inscrivent dans ce dessein : les secteurs de l'énergie, la santé, la route, l'eau, l'environnement, l'éducation... pour lesquels les réponses aux attentes étaient marquées du sceau de l'urgence. Convaincue de l'impérieuse nécessité de don-



Photo: DR

### Le gouvernement plus que jamais sous pression.

ner une impulsion nouvelle à ces secteurs à la sensibilité avérée, la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, avait également défendu le vaste programme intégrant ces nécessités qui, pour leur accomplissement, avaient obtenu de colossaux budgets spéciaux. Toute chose qui justifiait la mise en place du Programme d'accélération de la transformation (PAT) afin de donner un élan dynamique à ce mouvement d'ensemble en gestation.

Que retenir de concret deux ans après les incessants rappels aux résultats du président de la République ? Dire que les espoirs sont déçus ne reflète pas suffisamment le sentiment de désappointement qui anime les populations toujours engluées dans de sempiternelles équations à résoudre sur de nombreux plans vitaux, et pour lesquels des engagements formels avaient pourtant été pris par les différents membres du gouvernement.

L'ire du chef de l'État stigmati-

sant, mercredi, la lenteur dans la réalisation d'actions prioritaires ne s'en trouve que renforcée et justifiée. Les bilans d'étape en demi-teinte des départements en charge des secteurs prioritaires frisent une regrettable atonie qui semble avoir annihilé l'énergie nécessaire pour transcender les torpeurs bloquantes. Une sorte d'engourdissement coriace dont les différentes administrations n'arrivent pas à se défaire pour accéder aux réponses pratiques attendues par le président de la

République.

Dans ce registre, les tâtonnements dans l'exécution du programme de résorption des insuffisances de l'adduction de l'eau, de la viabilisation des voiries urbaines et des routes, de la couverture sanitaire, d'un éclairage public acceptable, de la cherté de la vie, l'insalubrité, etc., rappelle que l'on est encore loin du compte. Certes, tout n'est pas à logger à la même enseigne, certaines éclaircies pointant çà et là dans certains départements ministériels résolument engagés sur le front et dans l'exécution, certes lente, des actions prioritaires. Sauf que celles-ci, apparaissent comme une goutte d'eau dans un océan de lamentations. Et l'on est en droit de se demander à quel niveau cela ne marche pas. Les fonds ont-ils été utilisés correctement ?

Le président de la République ne s'est pas contenté d'instruire le gouvernement pour les projets à réaliser, il l'a également doté de ressources nécessaires et fixé un cap sur le court terme pour indiquer l'urgence de l'action. Au finish, le bilan est peu satisfaisant, de l'avis même d'Ali Bongo Ondimba déplorant une lenteur qui ne s'explique pas dans la mise en œuvre des actions prioritaires attendues par les populations.

## Contrepoint

### L'inertie face à la flambée des prix

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

La vie est l'une des principales préoccupations de nos compatriotes impuissants face à la montée des prix. Dans tous les coins du pays, les clients des différents marchés de Libreville et de l'intérieur du pays s'en plaignaient déjà avant le remaniement gouvernemental du 8 mars dernier. Les coûts des produits, même ceux des aliments de première nécessité, asphyxient les foyers. Tout cela au nez et à la barbe du

ministère du Commerce et de celui de l'Économie qui semblent dépassés par les événements.

La boîte de sardine de 300 francs est vendue désormais à 500 francs dans certains magasins et la bouteille d'huile Cuisin'Or de 1 litre est passée de 1 200 à 1 600 FCFA. Le bidon de 5 litres d'huile est à 7 500 ou 8 000 francs. Les fruits et légumes ont également connu des hausses variant entre 20 et 30 % dans tous les marchés. Concernant le pain et les pâtes alimentaires, très prisés par les consommateurs,

les tensions observées sur les importations de blé provenant d'Ukraine ont fait exploser les prix dans toutes les grandes surfaces et supérettes. Chez plusieurs revendeurs, la bouteille de gaz est vendue à 6 000 francs au lieu de 5 950 francs. D'après une étude des prix mondiaux réalisée par le site britannique " Cable.co.uk ", le Gabon possède l'un des indices de prix d'électricité les plus élevés d'Afrique.

S'agissant des matériaux de construction, outre la hausse inexplicable des produits manu-

facturés de bois pourtant produit localement, la " première " matière première de la construction, à savoir le ciment, a aussi augmenté. Aujourd'hui, le coût du sac de ciment sorti de l'usine de Cimaf Gabon est passé de 4 000 FCFA à 4 300 FCFA, et la tonne contenant 20 sacs de ciment de 80 000 FCFA à 86 000 FCFA. De quoi se demander si le gouvernement est réellement préoccupé par le bien-être des Gabonais. Vu qu'aucune solution pour lutter contre la vie chère n'a été mise en œuvre.

# POLITIQUE

redaction@sonapresse.com

## Ordres nationaux : 264 compatriotes honorés le 17 août prochain

J.K.M  
Libreville/Gabon

LA session ordinaire du Conseil national des Ordres nationaux (CNON) s'est ouverte hier dans les locaux du ministère de la Défense nationale. Cette rencontre présidée par le Grand chancelier des Ordres nationaux, le vice-amiral d'escadre Yves Kéba Malekou, était axée autour de l'examen des dossiers des postulants à une distinction honorifique le 17 août prochain, date de la célébration du 62e anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance. De fait, cette année, ce sont au total 264 individus qui seront honorés tous grades et dignités confondus, sur toute l'étendue

du territoire national. Avec ceci que 238 recevront une distinction dans l'Ordre du mérite national gabonais, 26 dans l'Ordre national de l'Étoile équatoriale. Et parallèlement, 206 compatriotes seront décorés pour la toute première fois à l'échelle nationale. Entendu que, a fait valoir le vice-amiral d'escadre Yves Kéba Malekou, les critères objectifs ont prévalu dans le choix des dossiers. En tenant compte, tout naturellement, des dispositions légales en vigueur. Rendant hommage au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour avoir permis la tenue de cette session, la première post-Covid-19, il a précisé qu'au travers de ces décorations, la Nation entend récompenser l'engagement et le dévouement de ses filles et fils les plus dignes et méritants, aux états de service plein remplis.



Photo: Jocelyn ABILA

Le président du CNON, le vice-amiral d'escadre Yves Kéba Malékou, lors de son intervention.

## Indépendance An 62 : les derniers réglages

G.R.M  
Libreville/Gabon

LE 17 août prochain, le Gabon va commémorer les 62 ans de son accession à la souveraineté internationale. Une célébration qui revêt un caractère particulier, en ce sens qu'il pourra à nouveau rassembler de nombreux compatriotes à la Place des fêtes de Libreville et à l'intérieur du pays, après deux ans de restrictions liées à la Covid-19. Les organisateurs ne veulent rien laisser au hasard pour la réussite de cet événement. À cet effet, le président du Comité national des fêtes de l'Indépendance, Pascal Yama Lendoye, a réuni le 10 août dernier au ministère de l'Intérieur, les responsables et membres des différentes commissions de Gabon indépendance. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les échanges, très fructueux, ont permis de passer au peigne fin tous les contours des manifestations y relatives. Aussi bien pour la journée du 16, avec la remise des décorations



Photo: DR

Le président du Comité des fêtes de l'indépendance, Pascal Yama Lendoye, au centre, a présidé les travaux.

à l'esplanade du Sénat et le dépôt de gerbe de fleurs par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, au mausolée de feu le premier président gabonais, Léon Mba, que celle du lendemain qui sera marquée par la grande parade militaire prévue au bord de mer. Bien entendu, celle-ci aura lieu à la tribune officielle devant le président de la République et, vraisemblablement en présence de ses homologues Macky Sall du Sénégal et Nana Akufo-Addo du Ghana. Voire des hauts responsables de l'ONU et du Commonwealth.

## Présidentielle 2023 : Honorine Nzet Biteghe invite les Bitamoises à se mobiliser derrière Ali Bongo Ondimba

E.EBANG MVE  
Bitam/Gabon

DANS le cadre de ses activités politiques dans le département du Ntem, la sénatrice Honorine Nzet Biteghe a fait, le 9 août dernier à Bitam au Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC), un compte rendu parlementaire suivi de la célébration jumelée (en différé) à la place des fêtes, de la Journée nationale de la femme gabonaise, de la Journée internationale de la veuve (Jiv), de la Fête des mères et de la présentation de Gabon-Égalité. Occasion pour la sénatrice d'inviter les populations du Ntem, en général, et les militants et sympathisants du Parti démocratique gabonais (PDG), en particulier, à la mobilisation derrière la candidature du président Ali Bongo Ondimba, pour l'élection présidentielle de 2023. "Nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle. Même si tout n'est pas rose sur le plan économique mondial, n'est-il pas juste de



Photo: DR

Une phase de la marche en soutien à la candidature du président Ali Bongo Ondimba à la présidentielle de 2023.

se souvenir de la personne qui vous fait autant de bien, tant dans les textes que dans la pratique ? N'est-il pas correct de lui renvoyer l'ascenseur ?", s'est interrogée Honorine Nzet Biteghe. Un soutien à la candidature du chef de l'État, que la parlementaire a surtout adressé aux femmes du département du Ntem et de la commune de Bitam. "Femmes, le président de la République a l'habitude de reconnaître votre fidélité, votre soutien même dans les moments les plus difficiles qu'il a traversés au niveau de sa santé et au niveau

du PDG. (...) Si certains estiment que dans tel ou tel domaine, ils n'ont pas eu satisfaction, est-ce une raison suffisante pour ignorer et oublier le bien ?", a poursuivi la sénatrice. Mme Nzet Biteghe a, ainsi, appelé "à la mobilisation totale derrière le candidat de notre parti le moment venu". Un exercice pédagogique suivi d'une marche de soutien au président de la République, dans les rues du chef-lieu du département du Ntem. La parlementaire avait à ses côtés, plusieurs personnalités politiques locales.